

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Souffrance-et-misere-c-est-la-recette-pour-Puerto-Rico-face-a-la-crise-de-la-dette>

Souffrance et misère, c'est la recette pour Puerto Rico face à la crise de la dette

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 17 octobre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La dette de la colonie des Etats-Unis d'Amérique a augmenté de 64% depuis 2006 et elle est arrivée à 72 milliards de dollars. Selon le rapport d'ex-économistes du FMI ils remarquent que l'île a « trop dépensée en éducation »...

La crise économique générée par la dette impayable de « l'état libre associé » du Puerto Rico a les conséquences pareilles à celles d'autres pays qui bataillent contre le pouvoir financier international, avec les recettes draconiennes d'austérité qui chargent les coûts sur les pauvres majorités au bénéfice des intérêts les plus riches de la planète.

Au début du mois passé, le gouverneur de l'île, Alejandro Gracia Padilla, a présenté sa proposition pour affronter à la crise d'une dette de 72 milliards de dollars, laquelle il a qualifiée au début d'une année « d'impayable ».

Quand le Puerto Rico n'a pas respecté le service de la dette, la première fois dans l'histoire de plus d'un siècle comme colonie, il a surpassé le plus grand *default* municipal en histoire des États-Unis.

Mais à la différence d'autres nations dans une crise, celle-ci a deux aspects particuliers : il s'agit d'un pays sans une souveraineté nationale et ses habitants peuvent affecter ou directement la politique estadounidense, même jusqu'à être un facteur déterminant dans les élections présidentielles.

Le Puerto Rico a été « une possession étasunienne » pendant 117 ans, et le grand débat si ce serait probablement un pays indépendant ou être encore une étoile dans le drapeau US (ou bien l'état) n'a pas été résolu, malgré des batailles héroïques et des mouvements, avec les fameux indépendantistes qui ont donné sa vie ou qui ont été prisonniers politiques des États-Unis.

Une position stratégique

Bien que le Puerto Rico choisisse son gouverneur et d'autres postes locaux, qui « commandent » sur les sujets quotidiens de l'île, toute décision fondamentale - politique, fiscale, un commerce et une aide sociale - a à passer par Washington, où la colonie est représentée par un seul "délégué" fédéral qui a une voix, mais je ne vote pas dans le Congrès.

À cela, à la différence de la Grèce, il n'a pas de pouvoir pour définir son destin par décision de son peuple.

En même temps, ses habitants ont oui des droits comme citoyens estadounidenses, en incluant celui du vote dans les élections. La crise croissante a causé la migration de centaines de milliers de portoricains aux États-Unis. Mais les réfugiés de cette crise ont quelque chose que d'autres migrants non : une voix et un vote dans les élections des États-Unis. Étant donné que la majorité s'est établie à la Floride, il en ressort qu'ils sont au milieu de l'un de deux états plante dans la carte électorale nationale de ce pays.

Tant le vote par le Puerto Rico comme sa diaspora est partie de la raison que la petite île capte l'attention d'hommes politiques nationaux, y compris les candidats présidentiels, entre ceux-ci Hillary Clinton, Bernie Sanders et Marco Rubio.

Par tout cela, la lutte sur la crise économique du Puerto Rico a des implications pour l'île et pour Washington et *Wall*

Street. Comme toujours dans ces cas, la crise est résultat de l'accumulation de dette (surtout des bons) le long des années, pour acquitter des déficits croissants provoqués par des conditions économiques dans une détérioration, il s'enfuit des inversions et d'une concurrence (un salaires encore plus de ventes, un aiguillons fiscaux) dans d'autres pays du bassin du Caribe, et tout aggravé par la récession de 2006. En fait, la dette de l'île a augmenté 64 % dès 2006. Les bons étaient très attractifs pour des investisseurs parce qu'ils sont libres des impôts de toute espèce.

La proposition du gouverneur - le Plan de Croissance Économique et Fiscale - est dirigé dans des mesures pour alléger la dette et une coupe drastique de la dépense publique. Il a deux éléments centraux : établir une « assemblée de contrôle financier » avec de vastes pleins pouvoirs sur le budget et une refonte de la dette de presque 72 milliards, en plus de provoquer les appels aux célèbres « réformes structurales ».

Par un amendement propre à une loi fédérale il y a 30 ans le Puerto Rico, à la différence d'autres organismes publics étasunien (états, municipalités, entreprises publiques) n'a pas de recours de banqueroute légale (qui oblige tous les créanciers à accepter une refonte de la dette), plusieurs ils argumentent que le premier pas nécessaire pour le Congrès est d'octroyer ce recours légal à l'île. Sans cela, il argumente, son délégué fédéral, Pierre Pierluisi, avec quelques experts qui ont présenté même cet argument dans des articles d'opinion au du *New York Times* et d'autres quotidiens, il n'y a pas de solution durable.

Cependant, avec la toujours compliquée et à ce qu'on suppose une logique élégante de ce type d'arguments, ce type de propositions - et pour le moment il n'y a pas d'autres - implique ce que presque tout pays latinoaméricain connaît bien : une austérité sévère pour les majorités, tandis que les plus riches et les grandes entreprises sortent presque gratis de tout cela. Des groupements sociaux et des hommes politiques d'opposition ont manifesté son grave souci dont les coûts de la crise ne sont pas « partagés », et dont les travailleurs et les pauvres paient le compte.

Jusqu'à présent, les fonds vautours ne désirent pas restructurer. Des spécialistes en ce qui s'appelle le marché « d'une dette dans une dextérité », ou bien qu'ils réussissent avec les crises (comme en Grèce et en Argentine), demandent le plein paiement de son crédit. En fait, un rapport de trois ex-économistes du Fonds monétaire international élaboré pour 34 *hedge funds* a conclu qu'il y avait l'île « trôp dépensée en éducation » et il propose que le Puerto Rico révoque plus de maîtres et ferme plus d'écoles - dans un pays avec presque deux tiers de ses enfants dans la pauvreté - pour payer ce qu'il lui doit aux investisseurs spéculatifs (l'île a déjà fermé presque 100 écoles), il a rapporté *The Guardian*.

Ces financiers et ses clients riches désirent continuer de jouir d'une île qui sert comme paradis fiscal à des investisseurs étrangers et aux entreprises transnationales, plus une toute espèce d'allocations. Les banquiers spéculatifs exigent la fermeture d'écoles publiques pour payer ce que l'on leur doit, tandis que le secteur financier estadounidense ne cache sa demande par plus une austérité, y compris des coupes brutales de la dépense publique et de la privatisation de biens publics.

Certains proposent que Washington assume un contrôle total des sujets financiers de l'île, quelque chose que le gouvernement de Barack Obama et les autres ne désirent pas faire.

Juan González, journaliste vieux portoricain et new-yorkais, un chroniqueur du *Daily News* et un co-conducteur du journaliste *Democracy Now* affirme qu'à la racine de tout cela il faut comprendre quelque chose de très simple : « le problème pour le Puerto Rico consiste en ce que pendant 117 ans toutes les plus grandes décisions sur l'île prennent par le Congrès, non par homme politique élu de Puerto Rico... est une colonie d'États-Unis ».

David Brooks* pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#). Mexique, le 4 octobre 2015.

* **David Brooks** est journaliste et correspondant aux USA pour le quotidien mexicain *La Jornada*